

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2533

[2006/202090]

**15 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, ter uitvoering van artikel 1 van het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging**

De Waalse Regering,

Gelet op het programmadecreet van 3 februari 2005 betreffende de economische heropleving en de administratieve vereenvoudiging, inzonderheid op de artikelen 1 en 2;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

Gelet op het advies nr. 39.933/4 van de Raad van State, uitgebracht op 20 maart 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals vervangen bij de wet van 2 april 2003;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 42, § 3, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen worden de woorden "de overheid die de beslissing heeft genomen, of de Regering indien ze over het beroep beslist heeft, bij ter post aangetekende brief" vervangen door de woorden :

« de overheid die de beslissing heeft genomen, of de Regering indien ze over het beroep beslist heeft, bij ter post aangetekende brief of op enige andere wijze van mededeling bepaald door de Regering met vaste dagtekening ».

**Art. 2.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2006 — 2534

[C - 2006/27098]

**1<sup>er</sup> JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon transposant la Directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information et abrogeant la Directive 93/75/CEE du Conseil**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transports par route, par chemin de fer ou par voie navigable;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il s'agit de la transposition d'une directive européenne dont le délai de transposition expirait le 5 février 2004;

Considérant que par lettre du 17 février 2004 la Commission des Communautés européennes a mis la Belgique en demeure pour non transposition dans les délais impartis de la directive;

Considérant que par décision du 14 décembre 2004 la Commission des Communautés européennes a saisi la Cour de Justice pour non transposition de la directive par la Belgique dans les délais impartis;

Considérant que par un arrêt du 15 décembre 2005 la Cour de Justice des Communautés européennes a condamné la Belgique pour non transposition de la directive dans les délais;

Considérant que pour se conformer à l'arrêt rendu, la Belgique est tenue en conséquence de transposer immédiatement la directive en droit national;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 39.991/4 du Conseil d'Etat, donné conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat en date du 13 mars 2006;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions***Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la directive 93/75/CEE du Conseil.**Art. 2.** Champ d'application§ 1<sup>er</sup>. Le présent arrêté s'applique aux navires d'une jauge brute égale ou supérieure à 300, sauf disposition contraire.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas :

a) aux navires de guerre, aux navires de guerre auxiliaires ou autres navires appartenant à un Etat membre ou exploités par lui et utilisés pour un service public non commercial;

b) aux navires de pêche, aux bateaux traditionnels et aux bateaux de plaisance d'une longueur inférieure à 45 mètres;

c) aux soutes de moins de 5 000 tonnes, à l'avitaillement et au matériel d'armement des navires destinés à être utilisés à bord.

**Art. 3. Définitions :**

Aux fins du présent arrêté, on entend par :

- a) "OMI", Organisation maritime internationale;
- b) "instruments internationaux pertinents" les instruments suivants :
  - "MARPOL", la convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires et son protocole de 1978,
  - "SOLAS", la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, ainsi que les protocoles et modifications y afférents, la convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires,
  - la convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires,
  - la convention internationale de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures et le protocole de 1973 sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures,
  - "convention SAR", la convention internationale de 1979 sur la recherche et le sauvetage maritimes,
  - "code ISM", le code international de gestion de la sécurité,
  - "code IMDG", le code maritime international des marchandises dangereuses,
  - "recueil IBC", le recueil international de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des produits chimiques dangereux en vrac, de l'OMI,
  - "recueil IGC", le recueil international de l'OMI de règles relatives à la construction et à l'équipement des navires transportant des gaz liquéfiés en vrac,
  - "recueil BC", le recueil de l'OMI de règles pratiques pour la sécurité du transport des cargaisons solides en vrac,
  - "recueil INF", le recueil de l'OMI relatif aux règles de sécurité pour le transport de combustible nucléaire irradié, de plutonium et de déchets fortement radioactifs en fûts à bord de navires,
  - "résolution A.851 (20) de l'OMI", la résolution A.851 (20) de l'Organisation maritime internationale intitulée "Principes généraux applicables aux systèmes de comptes rendus de navires et aux prescriptions en matière de notification, y compris les directives concernant la notification des événements mettant en cause des marchandises dangereuses, des substances nuisibles et/ou des polluants marins";
- a) "exploitant", l'armateur ou le gérant du navire;
- b) "agent", toute personne mandatée ou autorisée à délivrer l'information au nom de l'exploitant du navire;
- c) "chargeur", toute personne par laquelle, au nom de laquelle ou pour le compte de laquelle un contrat de transport de marchandises est conclu avec un transporteur;
- d) "compagnie", une compagnie au sens de la règle 1, paragraphe 2, du chapitre IX de la convention SOLAS;
- e) "navire", tout bâtiment de mer ou engin marin;
- f) "marchandises dangereuses" :
  - les marchandises mentionnées dans le code IMDG,
  - les substances liquides dangereuses énumérées au chapitre 17 du recueil IBC,
  - les gaz liquéfiés énumérés au chapitre 19 du recueil IGC,
  - les matières solides visées par l'appendice B du recueil BC.
 Sont également incluses, les marchandises pour le transport desquelles les conditions préliminaires appropriées ont été prescrites conformément au paragraphe 1.1.3 du recueil IBC ou au paragraphe 1.1.6 du recueil IGC;
- a) "marchandises polluantes" :
  - les hydrocarbures tels que définis à l'annexe I de la convention MARPOL,
  - les substances liquides nocives telles que définies à l'annexe II de la convention MARPOL,
  - les substances nuisibles telles que définies à l'annexe III de la convention MARPOL;
- b) "unité de transport de cargaison", un véhicule destiné au transport de marchandises par route, un wagon destiné au transport de marchandises par rail, un conteneur, un véhicule-citerne routier, un wagon de chemin de fer ou une citerne portative;
- c) "adresse", le nom et les liens de communication permettant d'établir un contact en cas de besoin avec l'exploitant, l'agent, l'autorité portuaire, l'autorité compétente ou toute autre personne ou tout autre service habilité, en possession des informations détaillées concernant la cargaison du navire;
- d) "autorités compétentes", les autorités et les organisations désignées par l'autorité fédérale belge pour recevoir et mettre à disposition les informations notifiées en vertu de la directive 2002/59/CE;
- e) "autorité portuaire", l'autorité ou le service compétent désigné par la Région wallonne pour recevoir et mettre à disposition les informations notifiées en vertu du présent arrêté;
- f) "lieu de refuge", un port, une partie d'un port ou un autre mouillage ou ancrage de protection ou toute autre zone abritée, désigné par la Région wallonne pour accueillir des navires en détresse;
- g) "service de trafic maritime (STM)", un service destiné à améliorer la sécurité et l'efficacité du trafic maritime et à protéger l'environnement, qui est en mesure d'intervenir dans le trafic et de réagir à des situations affectant le trafic qui se présentent dans la zone STM qu'il couvre;
- h) "système d'organisation du trafic", tout système couvrant un ou plusieurs itinéraires ou mesures d'organisation du trafic destiné à réduire le risque d'accident; il comporte des systèmes de séparation du trafic, des itinéraires à double sens, des routes recommandées, des zones à éviter, des zones de trafic côtier, des zones de contournement, des zones de précaution et des routes de haute mer;
- i) "bateaux traditionnels", tout type de bateau historique ainsi que les répliques de ces bateaux, y compris ceux conçus pour encourager et promouvoir les métiers et la navigation traditionnels, qui servent également de monuments culturels vivants, exploités selon les principes traditionnels de la navigation et de la technique;
- j) "accident", un accident au sens du code d'enquête de l'OMI sur les accidents et incidents maritimes.
- k) "Etat membre", un Etat membre de l'Union européenne.

CHAPITRE II. — *Signalement et suivi des navires***Art. 4. Notification préalable à l'entrée dans les ports situés en Région wallonne.**

§ 1<sup>er</sup>. L'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un navire faisant route vers un port situé en Région wallonne notifie les informations prévues à l'annexe I, point 1, à l'autorité portuaire :

- a) au moins vingt-quatre heures à l'avance, ou
- b) au plus tard au moment où le navire quitte le port précédent, si la durée du voyage est inférieure à vingt-quatre heures, ou
- c) si le port d'escale n'est pas connu ou s'il est modifié durant le voyage, dès que cette information est disponible.

§ 2. Les navires venant d'un port situé en dehors de la Communauté et faisant route vers un port situé en Région wallonne qui transportent des marchandises dangereuses ou polluantes satisfont aux obligations en matière de notification prévues à l'article 6.

CHAPITRE III. — *Notification des marchandises dangereuses ou polluantes à bord des navires (HAZMAT)*

**Art. 5.** Obligations incombant au chargeur

Il incombe au chargeur de marchandises dangereuses ou polluantes de fournir à l'autorité portuaire une déclaration mentionnant les informations énumérées à l'annexe I<sup>er</sup>, point 2 et de faire en sorte que le chargement présenté pour le transport corresponde effectivement à celui qui a été déclaré.

**Art. 6.** Notification des marchandises dangereuses ou polluantes transportées à bord.

§ 1<sup>er</sup>. L'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un navire, quelles que soient ses dimensions, transportant des marchandises dangereuses ou polluantes quittant ou à destination d'un port situé en Région wallonne notifiée, au plus tard au moment de l'appareillage, ou dès que le port de destination ou le lieu de mouillage est connu, si cette information n'est pas disponible au moment du départ, les informations visées à l'annexe I<sup>er</sup>, point 3, à l'autorité portuaire.

§ 2. L'autorité portuaire conserve les informations énumérées à l'annexe I, point 3, pendant une durée suffisante pour permettre leur utilisation en cas d'incident ou d'accident en mer. L'autorité portuaire prend les mesures nécessaires pour fournir lesdites informations sans délai à l'autorité compétente, sur sa demande, 24 heures sur 24, par voie électronique.

§ 3. Les informations doivent être transmises par voie électronique lorsque c'est possible. Pour l'échange de messages électroniques, il y a lieu d'utiliser la syntaxe et les procédures prévues à l'annexe II.

CHAPITRE IV. — *Suivi des navires à risque et intervention en cas d'incidents et accidents en mer*

**Art. 7.** Information des parties concernées

§ 1<sup>er</sup>. L'autorité portuaire détenant les informations notifiées conformément à l'article 6 les communiquera à la demande, pour raisons de sécurité, de l'autorité compétente.

§ 2. Lorsque l'autorité portuaire est informée, en vertu du présent arrêté ou d'une autre manière, de faits entraînant ou accroissant, pour un autre Etat membre, le risque de voir mises en danger certaines zones maritimes et côtières celle-ci prend les mesures appropriées pour en informer l'autorité compétente aussitôt que possible et la consulter sur les actions envisagées. Le cas échéant, l'autorité portuaire et l'autorité compétente coopèrent en vue d'arrêter en commun les modalités d'une action commune.

CHAPITRE V. — *Mesures d'accompagnement*

**Art. 8.** Confidentialité des informations

Les informations transmises au titre du présent arrêté sont traitées confidentiellement. Elles peuvent toutefois être transmises dans le cadre des missions de l'autorité portuaire.

**Art. 9.** Contrôle de la mise en oeuvre du présent arrêté et sanctions.

§ 1<sup>er</sup>. Les fonctionnaires visés à l'article 2 du décret du 27 janvier 1998 instituant une police de la conservation du domaine public régional des voies hydrauliques et en réglementant les conditions d'exercice, sont chargés de rechercher et de constater les infractions au présent arrêté.

§ 2. Les infractions aux obligations imposées par le présent arrêté sont punies des sanctions prévues par la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transports par route, par chemin de fer ou par voie navigable.

**Art. 10.** Evaluation

L'Autorité portuaire fait rapport à l'autorité compétente, à la demande de celle-ci, sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du présent arrêté.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

**Art. 11.** Entrée en vigueur.

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois suivant sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté et de la désignation de l'autorité portuaire wallonne.

Namur, le 1<sup>er</sup> juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,  
M. DAERDEN

ANNEXE I<sup>er</sup>

LISTE DES INFORMATIONS A NOTIFIER

- 1) Informations à notifier en vertu de l'article 4 - Informations générales
  - a) Identification du navire (nom, code d'appel, numéro d'identification OMI ou numéro MMSI)
  - b) Port de destination
  - c) Heure probable d'arrivée au port de destination ou à la station de pilotage, comme requis par l'autorité compétente, et heure probable d'appareillage
  - d) Nombre total de personnes à bord.
- 2) Informations à notifier en vertu de l'article 5 - Informations sur la cargaison
  - a) Désignation technique exacte des marchandises dangereuses ou polluantes, numéros (ONU) attribués, le cas échéant, par les Nations unies, classes de risque OMI déterminées conformément au code IMDG et aux recueils IBC et IGC et, le cas échéant, catégorie du navire requise pour les cargaisons au sens du recueil INF telles que définies dans la règle VII/14.2, quantités de ces marchandises et, si elles sont transportées dans des unités de transport de cargaison autres que des citernes, numéros d'identification de celles-ci
  - b) Adresse à laquelle des renseignements détaillés sur la cargaison peuvent être obtenus.

3) Informations à notifier en vertu de l'article 6.

a) Informations générales.

i) Identification du navire (nom, code d'appel, numéro d'identification OMI ou numéro MMSI).

ii) Port de destination.

iii) Pour un navire quittant un port situé dans un Etat membre : heure probable d'appareillage du port de départ ou de la station de pilotage, comme requis par l'autorité compétente, et heure probable d'arrivée au port de destination.

iv) Pour un navire venant d'un port situé en dehors de la Communauté et faisant route vers un port d'un Etat membre : heure probable d'arrivée au port de destination ou à la station de pilotage, comme requis par l'autorité compétente.

v) Nombre total de personnes à bord.

b) Informations sur la cargaison

i) Désignation technique exacte des marchandises dangereuses ou polluantes, numéros (ONU) attribués, le cas échéant, par les Nations unies, classes de risque OMI déterminées conformément au code IMDG et aux recueils IBC et IGC et, le cas échéant, catégorie du navire au sens du recueil INF, quantités de ces marchandises et emplacement à bord et, si elles sont transportées dans des unités de transport de cargaison autres que des citernes, numéros d'identification de celles-ci

ii) Confirmation de la présence à bord d'une liste, d'un manifeste ou d'un plan de chargement approprié précisant en détail les marchandises dangereuses ou polluantes chargées à bord du navire et leur emplacement

iii) Adresse à laquelle des renseignements détaillés sur la cargaison peuvent être obtenus.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 2006 transposant la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la Directive 93/75/CÉE du Conseil.

Namur, le 1<sup>er</sup> juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

ANNEXE II

MESSAGES ELECTRONIQUES

1) La transmission, la réception et la conversion des données entre les systèmes utilisent la syntaxe XML, basés sur l'Internet.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> juin 2006 transposant la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la Directive 93/75/CÉE du Conseil.

Namur, le 1<sup>er</sup> juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2006 — 2534

[C - 2006/27098]

**1. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Umsetzung der Richtlinie 2002/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 93/75/EWG des Rates**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport;

Aufgrund der Dringlichkeit, die dadurch begründet ist, dass es sich um die Umsetzung einer europäischen Richtlinie handelt, deren Umsetzungsfrist am 5. Februar 2004 abließ;

In der Erwägung, dass die Kommission der Europäischen Gemeinschaften Belgien am 17. Februar 2004 ein Aufforderungsschreiben wegen der Nichtumsetzung der Richtlinie innerhalb der gesetzten Fristen geschickt hat;

In der Erwägung, dass die Kommission der Europäischen Gemeinschaften durch einen Beschluss vom 14. Dezember 2004 den Gerichtshof wegen der Nichtumsetzung der Richtlinie durch Belgien innerhalb der gesetzten Fristen angerufen hat;

In der Erwägung, dass der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften durch ein Urteil vom 15. Dezember 2005 Belgien wegen der Nichtumsetzung der Richtlinie innerhalb der gesetzten Fristen verurteilt hat;

In der Erwägung, dass, Belgien daher sofort die Richtlinie in nationales Recht umsetzen muss, um dem gefällten Urteil Folge zu leisten;

Aufgrund des am 13. März 2006 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 2<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 39.991/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass setzt die Richtlinie 2002/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 93/75/EWG des Rates um.



**Art. 2 - Anwendungsbereich**

§ 1. Der vorliegende Erlass gilt für Schiffe mit 300 oder mehr BRZ, sofern nichts anderes angegeben ist.

§ 2. Der vorliegende Erlass gilt nicht für :

- a) Kriegsschiffe, Flottenhilfsschiffe oder andere einem Mitgliedstaat gehörende oder von ihm betriebene Schiffe der öffentlichen Verwaltung, sofern sie nicht zu kommerziellen Zwecken eingesetzt werden;
- b) Fischereifahrzeuge, Traditionsschiffe und Sportboote mit einer Länge von weniger als 45 Metern;
- c) Bunker von weniger als 5 000 t, Bordvorräte und Schiffsausrüstungen.

**Art. 3 - Begriffsbestimmungen :**

Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses bezeichnet der Ausdruck :

- a) «OMI», Internationale Seeschiffahrtsorganisation;
- a) "einschlägige internationale Rechtsakte" folgende Rechtsakte :
  - "MARPOL" das Internationale Übereinkommen von 1973 zur Verhütung der Meeresverschmutzung durch Schiffe und das dazugehörige Protokoll von 1978;
  - "SOLAS" das Internationale Übereinkommen zum Schutz des menschlichen Lebens auf See sowie die dazugehörigen Protokolle und Änderungen;
  - das Internationale Schiffsvermessungsübereinkommen von 1969;
  - das Internationale Übereinkommen von 1969 über Maßnahmen auf hoher See bei Ölverschmutzungsunfällen sowie das dazugehörige Protokoll von 1973 über Maßnahmen auf hoher See bei Fällen von Verschmutzung durch andere Stoffe als Öl;
  - "SAR-Übereinkommen" das Internationale Übereinkommen von 1979 über den Such- und Rettungsdienst auf See;
  - "ISM-Code" den Internationalen Code für Maßnahmen zur Organisation eines sicheren Schiffsbetriebs;
  - "IMDG-Code" den Internationalen Code für die Beförderung gefährlicher Güter mit Seeschiffen;
  - "IBC-Code" den Internationalen Code der IMO für den Bau und die Ausrüstung von Schiffen, die gefährliche Chemikalien als Massengut befördern;
  - "IGC-Code" den Internationalen Code der IMO für den Bau und die Ausrüstung von Schiffen, die Flüssiggas als Massengut befördern;
  - "BC-Code" die Richtlinien der IMO für die sichere Behandlung von Schüttladungen bei der Beförderung mit Seeschiffen;
  - "INF-Code" den Internationalen Code der IMO für die sichere Beförderung von verpackten bestrahlten Kernbrennstoffen, Plutonium und hochradioaktiven Abfällen mit Seeschiffen;
  - "Entschließung A.851(20) der IMO" die Entschließung A.851(20) der Internationalen Seeschiffahrtsorganisation "Allgemeine Grundsätze und Anforderungen für Schiffsmeldesysteme einschließlich Richtlinien über die Meldung von Ereignissen mit gefährlichen Gütern, Schadstoffen und/oder meeresverunreinigenden Stoffen";
- a) "Betreiber" den Reeder oder Verwalter des Schiffes;
- b) "Agent" jede Person, die dazu befugt oder beauftragt ist, im Namen des Schiffsbetreibers Informationen zu übermitteln;
- c) "Verlader" jede Person, durch die oder in deren Namen oder auf deren Rechnung mit einem Beförderer ein Vertrag zur Beförderung von Gütern geschlossen wird;
- d) "Unternehmen" ein Unternehmen im Sinne von Kapitel IX, Regel 1, Absatz 2 des SOLAS-Übereinkommens;
- e) "Schiff" jedes seegehende Fahrzeug oder Gerät;
- f) "gefährliche Güter" :
  - die im IMDG-Code genannten Güter,
  - die in Kapitel 17 des IBC-Codes genannten gefährlichen Flüssigkeiten,
  - die in Kapitel 19 des IGC-Codes genannten Flüssiggase,
  - die in Anhang B des BC-Codes aufgeführten Feststoffe.
 Dieser Begriff schließt auch Güter ein, für deren Beförderung geeignete Voraussetzungen gemäß Absatz 1.1.3 des IBC-Codes oder Absatz 1.1.6 des IGC-Codes vorgeschrieben sind;
- a) "umweltschädliche Güter":
  - Rohöl und Mineralölerzeugnisse laut Begriffsbestimmung in Anhang I des MARPOL-Übereinkommens,
  - flüssige Schadstoffe laut Begriffsbestimmung in Anhang II des MARPOL-Übereinkommens,
  - Schadstoffe laut Begriffsbestimmung in Anhang III des MARPOL-Übereinkommens;
- b) "Beförderungseinheit" einen Lastkraftwagen, einen Eisenbahngüterwaggon, einen Frachtcontainer, einen Tanklastkraftwagen, einen Eisenbahnwaggon oder einen beweglichen Tank;
- c) "Adresse" Namen und Kommunikationsverbindungen, unter denen im Bedarfsfall mit dem Betreiber, dem Agenten, der Hafenbehörde, der zuständigen Behörde oder jeder anderen bevollmächtigten Person oder Stelle, die im Einzelnen über die Ladung des Schiffes unterrichtet ist, Kontakt aufgenommen werden kann;
- d) "zuständige Behörden" die Behörden und Organisationen, die von der belgischen Föderalbehörde zur Entgegennahme und Weitergabe von gemäß der Richtlinie 2002/59/EG gemeldeten Informationen benannt worden sind;
- e) "Hafenbehörde" die zuständige Behörde oder Stelle, die von der Wallonischen Region zur Entgegennahme und Weitergabe von gemäß dem vorliegenden Erlass gemeldeten Informationen benannt worden ist;
- f) "Notliegeplatz" einen Hafen, den Teil eines Hafens, einen anderen geschützten Liege- oder Ankerplatz oder jeden anderen geschützten Bereich, der von der Wallonischen Region für den Aufenthalt von sich in Seenot befindenden Schiffen bestimmt wurde;
- g) "Schiffsverkehrsdienst (VTS)" einen Dienst, durch den die Sicherheit und Leichtigkeit des Schiffsverkehrs erhöht und die Umwelt geschützt werden soll, der zur Interaktion mit dem Verkehr in stande ist und auf die Verkehrssituation im VTS-Gebiet reagieren kann;
- h) "System der Schiffswegeführung" ein System mit einer oder mehreren Routen oder Wegeführungsmaßnahmen zur Verringerung der Unfallgefahr; es umfasst Verkehrstrennungsgebiete, Zwei-Wege-Routen, empfohlene Strecken, zu meidende Gebiete, Küstenverkehrszonen, Umleitungsrouten, Gebiete, in denen Vorsicht geboten ist, und Tiefwasser-routen;
- i) "Traditionsschiffe" alle Arten von historischen Schiffen und ihre Nachbauten einschließlich jener, mit denen traditionelle Fertigkeiten und Seemannschaft unterstützt und gefördert werden sollen, die insgesamt lebende Kulturdenkmale bilden und die nach traditionellen Grundsätzen der Seemannschaft und Technik betrieben werden;

- j) "Unfall" ein Unfall im Sinne des IMO-Codes für die Untersuchung von Unfällen und Vorkommnissen auf See.  
 k) "Mitgliedstaat", ein Mitgliedstaat der Europäischen Union.

#### KAPITEL II — *Meldung und Überwachung von Schiffen*

**Art. 4** - Anmeldung vor dem Einlaufen in Häfen der Wallonischen Region.

§ 1. Der Betreiber, Agent oder Kapitän eines Schiffes, dessen Bestimmungshafen ein Hafen der Wallonischen Region ist, übermittelt der Hafenbehörde die Informationen gemäß Anhang I Nummer 1

- a) mindestens vierundzwanzig Stunden im Voraus,  
 b) spätestens zu dem Zeitpunkt, zu dem das Schiff aus dem vorigen Hafen ausläuft, sofern die Reisezeit weniger als vierundzwanzig Stunden beträgt, oder  
 c) wenn der Anlaufhafen nicht bekannt ist oder sich während der Reise ändert, sobald diese Information vorliegt.

§ 2. Von einem Hafen außerhalb der Gemeinschaft kommende Schiffe, deren Bestimmungshafen ein Hafen der Wallonischen Region ist und die gefährliche oder umweltschädliche Güter befördern, müssen den Meldepflichten nach Artikel 2 nachkommen.

#### KAPITEL III — *Meldung von gefährlichen oder umweltschädlichen Gütern an Bord von Schiffen (GEFAHRGUT)*

**Art. 5** - Pflichten des Verladers

Der Verloader von gefährlichen oder umweltschädlichen Gütern ist verpflichtet, der Hafenbehörde eine Erklärung mit den in der Anlage I, Nummer 2 angeführten Informationen zu liefern und dafür zu sorgen, dass die zur Beförderung bereitgestellte Ladung tatsächlich derjenigen entspricht, die deklariert wurde.

**Art. 6** - Meldung von an Bord beförderten gefährlichen oder umweltschädlichen Gütern

§ 1. Der Betreiber, der Agent oder der Kapitän eines gefährliche oder umweltschädliche Güter befördernden Schiffes übermittelt unabhängig von der Größe des Schiffes, das einen Hafen der Wallonischen Region anläuft oder aus ihm ausläuft, spätestens zum Zeitpunkt des Auslaufens oder sobald der Bestimmungshafen oder der Ankerplatz bekannt ist, falls diese Angaben bei der Abfahrt nicht verfügbar sind, der Hafenbehörde die in Anhang I Nummer 3 aufgeführten Informationen.

§ 2. Zu diesem Zweck bewahrt die betroffene Hafenbehörde die in Anhang I, Nummer 3 aufgeführten Informationen ausreichend lange auf, um diese bei einem Vorkommnis oder Unfall auf See nutzen zu können. Die Hafenbehörde ergreift die erforderlichen Maßnahmen, um die genannten Informationen der zuständigen Behörde auf deren Anfrage 24 Stunden am Tag unverzüglich auf elektronischem Wege übermitteln zu können.

§ 3. Diese Informationen sind - soweit durchführbar - auf elektronischem Wege zu übermitteln. Bei dem elektronischen Datenaustausch sind die Syntax und die Verfahren gemäß Anhang II anzuwenden.

#### KAPITEL IV — *Überwachung von Risikoschiffen und Maßnahmen bei Vorkommnissen und Unfällen auf See*

**Art. 7** - Unterrichtung der Betroffenen

§ 1. Die Hafenbehörde, der gemäß Artikel 6 gemeldete Informationen vorliegen, übermittelt diese auf Antrag aus Sicherheitsgründen der zuständigen Behörde.

§ 2. Wenn die Hafenbehörde gemäß diesem Erlass oder auf andere Weise von Umständen unterrichtet wird, die für einen anderen Mitgliedstaat eine Gefährdung bestimmter Schifffahrtsgebiete und Küstenzonen verursachen oder vergrößern könnten, trifft sie geeignete Maßnahmen, um die zuständige Behörde baldmöglichst darüber in Kenntnis zu setzen und mit ihr über geplante Aktionen zu beraten. Gegebenenfalls arbeiten die Hafenbehörde und die zuständige Behörde zusammen, um die Vorgehensweise bei einer gemeinsamen Aktion im Einvernehmen abzustimmen.

#### KAPITEL V — *Begleitmaßnahmen*

**Art. 8** - Vertraulichkeit der Informationen

Die kraft des vorliegenden Erlasses übermittelten Informationen werden vertraulich behandelt. Sie können jedoch im Rahmen der Aufgaben der Hafenbehörde übermittelt werden.

**Art. 9** - Durchführungskontrolle und Sanktionen

§ 1. Die in Artikel 2 des Dekrets vom 27. Januar 1998 zur Einsetzung einer Polizei für die Erhaltung der regionalen öffentlichen Wasserstraßen und zur Regelung der Bedingungen für die Ausübung dieses Amtes erwähnten Beamten sind damit beauftragt, die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass aufzuspüren und festzustellen.

§ 2. Die Verstöße gegen den Verpflichtungen, die durch den vorliegenden Erlass auferlegt sind, werden mit den im Gesetz vom 18. Februar 1969 über die Durchführungsmaßnahmen der internationalen Verträge und Akten in Sachen Straßen-, Eisenbahn- oder Wassertransport erwähnten Strafen geahndet.

**Art. 10** - Evaluierung

Die Hafenbehörde berichtet der zuständigen Behörde auf ihren Antrag hin über die Fortschritte bei der Durchführung des vorliegenden Erlasses.

#### KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

**Art. 11** - Inkrafttreten.

Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 12** - Der Minister der Ausrüstung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses und mit der Bezeichnung der wallonischen Hafenbehörde beauftragt.

Namur, den 1. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
 E. DI RUPO

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
 M. DAERDEN

## ANHANG I

## LISTE DER ZU ÜBERMITTELNDEN INFORMATIONEN

- 1) Nach Artikel 4 zu übermittelnde Informationen - Allgemeine Informationen.
- a) Identifikation des Schiffes (Name, Rufzeichen, IMO-Kennnummer oder MMSI-Nummer).
- b) Bestimmungshafen.
- c) Voraussichtliche Zeit der Ankunft im Bestimmungshafen oder an der Lotsenstation entsprechend den Vorschriften der zuständigen Behörde und voraussichtliche Zeit des Auslaufens aus diesem Hafen.
- d) Gesamtzahl der an Bord befindlichen Personen.
- 2) Zu übermittelnde Informationen gemäß Artikel 5 - Ladungsinformationen.
- a) Genaue technische Bezeichnung der gefährlichen oder umweltschädlichen Güter, gegebenenfalls von den Vereinten Nationen zugeteilte UNO-Nummern, nach IMDG-, IBC- und IGC-Codes bestimmte IMO-Gefahrgutklasse und gegebenenfalls die für INF-Fracht erforderliche Kategorie des Schiffes im Sinne der Regel VII/14.2, die Mengen an solchen Gütern sowie, falls sie in anderen Beförderungseinheiten als Tanks befördert werden, deren Identifikationsnummern.
- b) Adresse, unter der detaillierte Informationen über die Ladung erhältlich sind.
- 3) Zu übermittelnde Informationen gemäß Artikel 6.
- a) Allgemeine Informationen.
- i) Identifikation des Schiffes (Name, Rufzeichen, IMO-Kennnummer oder MMSI-Nummer).
- ii) Bestimmungshafen.
- iii) Für Schiffe, die einen in einem Mitgliedstaat gelegenen Hafen verlassen : voraussichtliche Zeit des Auslaufens aus dem Abfahrtschiffen oder von der Lotsenstation entsprechend den Vorschriften der zuständigen Behörde und voraussichtliche Zeit der Ankunft im Bestimmungshafen.
- iv) Für Schiffe, die von einem außerhalb der Gemeinschaft gelegenen Hafen kommen und einen in einem Mitgliedstaat gelegenen Hafen anlaufen : voraussichtliche Zeit der Ankunft im Bestimmungshafen oder an der Lotsenstation entsprechend den Vorschriften der zuständigen Behörde.
- v) Gesamtzahl der an Bord befindlichen Personen.
- b) Ladungsinformationen.
- i) Genaue technische Bezeichnung der gefährlichen oder umweltschädlichen Güter, gegebenenfalls von den Vereinten Nationen zugeteilte UNO-Nummern, nach IMDG-, IBC- und IGC-Codes bestimmte IMO-Gefahrgutklasse und gegebenenfalls Kategorie des Schiffes im Sinne des INF-Codes, die Mengen an solchen Gütern und ihr Aufbewahrungsort an Bord sowie, falls sie in anderen Beförderungseinheiten als Tanks befördert werden, deren Identifikationsnummer.
- ii) Bestätigung des Vorhandenseins einer Aufstellung, eines Verzeichnisses oder eines Lageplans in geeigneter Form zur Angabe der an Bord der Schiffe geladenen gefährlichen oder umweltschädlichen Güter im Einzelnen oder ihres Aufbewahrungsorts im Schiff.
- iii) Adresse, unter der detaillierte Informationen über die Ladung erhältlich sind.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Umsetzung der Richtlinie 2002/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 93/75/EWG des Rates beigefügt zu werden.
- Namur, den 1. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

## ANHANG II

## ELEKTRONISCHE NACHRICHTEN

- 1) die Übermittlung, der Empfang und die Konvertierung von Daten zwischen Systemen, die über das Internet laufen, verwenden eine XML-Syntax.
- Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 2006 zur Umsetzung der Richtlinie 2002/59/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über die Einrichtung eines gemeinschaftlichen Überwachungs- und Informationssystems für den Schiffsverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 93/75/EWG des Rates beigefügt zu werden.
- Namur, den 1. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,  
M. DAERDEN

## VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2006 — 2534

[C — 2006/27098]

**1 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot omzetting van Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het gaat om de omzetting van een Europese Richtlijn waarvan de termijn verstreken is op 5 februari 2004;

Overwegende dat de Commissie van de Europese Gemeenschappen in een schrijven van 17 februari 2004 België in gebreke gesteld heeft wegens niet omzetting van de richtlijn binnen de voorgeschreven termijnen;

Overwegende dat de Commissie van de Europese Gemeenschappen zich bij beslissing van 14 december 2004 tot het Hof van Justitie heeft gewend omdat België de richtlijn niet binnen de voorgeschreven termijnen heeft omgezet;

Overwegende dat het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen België heeft veroordeeld wegens niet omzetting van de richtlijn binnen de voorgeschreven termijnen;

Overwegende dat België, ten einde zich naar het uitgesproken arrest te voegen, dan ook verplicht is de richtlijn onmiddellijk om te zetten in het nationale recht;

Gelet op het advies nr. 39.991/4 van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2006, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en definities*

**Artikel 1.** Richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad wordt bij dit besluit omgezet.

#### **Art. 2.** Toepassingsgebied

§ 1. Dit besluit is van toepassing op schepen met een bruto tonnenmaat van 300 of meer, behalve andersluidende bepaling.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op :

a) oorlogsschepen, overige marineschepen of andere schepen die eigendom zijn van of in dienst zijn bij een lidstaat en die worden gebruikt voor een niet-commerciële openbare dienst;

b) vissersschepen, traditionele schepen en pleziervaartuigen met een lengte van minder dan 45 meter;

c) bunkers tot 5 000 ton, scheepsvoorraden en scheepsuitrusting.

#### **Art. 3.** Definities.

In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

a) "IMO", Internationale Maritieme Organisatie;

b) "relevante internationale instrumenten", de volgende instrumenten :

- "MARPOL" : het Internationaal Verdrag ter voorkoming van verontreiniging door schepen van 1973 en het bijbehorende protocol van 1978;

- "SOLAS" ; het Internationaal Verdrag voor de beveiliging van mensenlevens op zee, en bijbehorende protocollen en wijzigingen;

- het Internationaal Verdrag van 1969 betreffende de meting van schepen;

- het Internationaal Verdrag van 1969 inzake optreden in volle zee bij ongevallen die verontreiniging door olie kunnen veroorzaken, en het bijbehorende protocol van 1973 inzake het optreden in volle zee in gevallen van verontreiniging door andere stoffen dan olie;

- "SAR-verdrag" : het Internationaal Verdrag van 1979 inzake opsporing en redding op zee;

- "ISM-code" : de internationale veiligheidscode;

- "IMDG-code" : de internationale IMO-code voor het vervoer van gevaarlijke stoffen over zee;

- "IBC-code" : de internationale IMO-code voor de bouw en de uitrusting van schepen die gevaarlijke chemicaliën in bulk vervoeren;

- "IGC-code" : de internationale IMO-code voor de bouw en de uitrusting van schepen die vloeibaar gas in bulk vervoeren;

- "BC-code" : de IMO-code met praktische voorschriften voor de veiligheid van het vervoer van lading;

- "INF-code" : de IMO-code van veiligheidsvoorschriften voor het vervoer van bestraalde splijtstoffen, plutonium en hoogradioactieve afval in vaten aan boord van een schip;

- "Resolutie A 851 (20) van de IMO", Resolutie 851 (20) van de Internationale Maritieme Organisatie, getiteld : "General principles for ship reporting systems and ship reporting requirements, including guidelines for reporting incidents involving dangerous goods, harmful substances and/or marine pollutants";

a) "exploitant" : de reder of beheerder van een schip;

b) "agent" : de persoon die opdracht of toestemming heeft om namens de exploitant van een schip informatie te verstrekken;

c) "verlader" : de persoon door wie, namens wie of ten behoeve van wie een overeenkomst voor het vervoer van goederen over zee is gesloten met een vervoerder;

d) "maatschappij" : de maatschappij als bedoeld in voorschrift 1, paragraaf 2, van hoofdstuk IX van het SOLAS-verdrag;

e) "schip" : een zeeschip of -vaartuig;

f) "gevaarlijke goederen" :

- stoffen als omschreven in de IMDG-code,

- gevaarlijke vloeistoffen opgenomen in hoofdstuk 17 van de IBC-code,

- vloeibare gasen opgenomen in hoofdstuk 19 van de IGC-code,

- vaste stoffen als bedoeld in aanhangsel B van de BC-code.

Inbegrepen zijn ook de stoffen voor het vervoer waarvan passende voorwaarden zijn neergelegd overeenkomstig paragraaf 1.1.3 van de IBC-code of paragraaf 1.1.6 van de IGC-code;

a) "verontreinigende goederen" :

- oliesoorten als omschreven in bijlage I van het MARPOL-verdrag,



- schadelijke vloeistoffen als omschreven in bijlage II bij het MARPOL-verdrag,
- schadelijke stoffen als omschreven in bijlage III bij het MARPOL-verdrag;
- b) "laadeenheid": een vrachtwagen, een goederenwagon, een container, een tankwagen, een spoorwagen of een mobiele tank;
- c) "adres": naam en communicatieverbindingen via welke, indien nodig, contact kan worden gelegd met de exploitant, de agent, de havenautoriteit, de bevoegde instantie of iedere andere gemachtigde persoon of organisatie die beschikt over gedetailleerde gegevens betreffende de lading van het schip;
- d) "bevoegde instanties": de instanties of organisaties die door de Belgische federale overheid is aangewezen om de uit hoofde van deze richtlijn meegedeelde informatie in ontvangst te nemen en door te geleiden;
- e) "havenautoriteit": de bevoegde autoriteit of het bevoegde orgaan die/dat voor elke haven door het Waalse Gewest is aangewezen om de uit hoofde van dit besluit meegedeelde informatie in ontvangst te nemen en door te geleiden;
- f) "toevluchtsoord": een door het Waalse Gewest voor de opvang van schepen in nood aangewezen haven, deel van een haven of andere beschutte aanleg- of ankerplaats dan wel veilig gebied;
- g) "verkeersbegeleidingssysteem" (VBS): een dienst die opgezet is om de veiligheid en de efficiëntie van het scheepsverkeer te verbeteren en het milieu te beschermen en dus in het verkeer kan interveniëren en op verkeerssituaties die zich in het VBS-gebied voordoen, kan reageren;
- h) "scheepsrouteringssysteem": een systeem van één of meer routes of routeringsmaatregelen om het risico van scheepsongevallen te verkleinen dat bestaat uit verkeersscheidingsstelsels, vaarwegen voor tweerichtingsverkeer, aanbevolen koerslijnen, gebieden die dienen te worden gemedend, zones voor kustverkeer, rotondes, voorzorgsgebieden en diepwaterroutes;
- i) "traditionele schepen": historische schepen en replica's daarvan, met inbegrip van schepen die ontworpen zijn om traditionele vaardigheden en zeemanschap aan te moedigen en te bevorderen, die als levende cultuurmonumenten volgens de traditionele beginselen van zeemanschap en techniek worden bestuurd;
- j) "ongeval": een ongeval in de zin van de IMO-code voor het onderzoek naar ongevallen en incidenten en ongevallen op zee.
- k) "Lidstaat": een lidstaat van de Europese Unie.

#### HOOFDSUK II. — Aanmelding en monitoring van de schepen

**Art. 4.** Aanmelding vóór het binnenlopen van de havens gelegen in het Waalse Gewest.

§ 1. De exploitant, agent of kapitein van een schip dat op weg is naar een haven in het Waalse Gewest geeft de havenautoriteit kennis van de gegevens bedoeld in bijlage I, punt 1.

- a) minstens vierentwintig uren op voorhand, of
- b) uiterlijk wanneer het schip de vorige haven verlaat als de reisduur minder dan vierentwintig uren bedraagt, of
- c) zodra de aanloophaven gekend is, indien zij nog niet gekend zou zijn of tijdens de reis wordt gewijzigd.

§ 2. Ten aanzien van schepen komende van een haven buiten de Gemeenschap, die op weg zijn naar een haven van het Waalse Gewest en gevaarlijke of verontreinigende stoffen vervoeren, gelden de aanmeldingsvoorschriften van artikel 6.

#### HOOFDSTUK III. — Aanmelding van gevaarlijke of verontreinigende stoffen aan boord (HAZMAT)

**Art. 5.** Plichten van de verlader.

De verlader van gevaarlijke of verontreinigende goederen moet de havenautoriteit een verklaring bezorgen met de gegevens vermeld in bijlage I, punt 2, en ervoor zorgen dat de voor vervoer aangeboden vracht werkelijk die is waarover verklaring werd afgelegd.

**Art. 6.** Aanmelding van gevaarlijke of verontreinigende stoffen aan boord.

§ 1. De exploitant, de agent of de kapitein van een schip, ongeacht de grootte ervan, dat gevaarlijke of verontreinigende stoffen vervoert en een haven van het Waalse Gewest verlaat of er naar toe vaart, geeft de havenautoriteit kennis van de gegevens bedoeld in bijlage I, punt 3, uiterlijk bij de afvaart of zodra de haven van bestemming of de ankerplaats gekend is, indien deze informatie niet beschikbaar is op het ogenblik van het vertrek.

§ 2. De havenautoriteit bewaart de gegevens bedoeld in bijlage I, punt 3, lang genoeg opdat zij in geval van incident of ongeval op zee gebruikt kunnen worden. De havenautoriteit neemt de nodige maatregelen opdat deze informatie onverwijld 24 uur per dag langs elektronische weg aan de bevoegde instantie op haar verzoek kan worden meegedeeld.

De informatie wordt waar mogelijk elektronisch doorgestuurd. Het elektronische berichtenverkeer maakt gebruik van de syntax en de procedures als bedoeld in bijlage II.

#### HOOFDSTUK IV. — Monitoring van risicoschepen en interventie in geval van incidenten en ongevallen op zee

**Art. 7.** Informatie van de betrokken partijen.

§ 1. De havenautoriteit die over de overeenkomstig artikel 6 meegedeelde informatie beschikt zal ze om veiligheidsredenen op verzoek van de bevoegde instantie mededelen.

§ 2. De havenautoriteit die krachtens dit besluit of anderszins in kennis wordt gesteld van feiten die een risico of een verhoogd risico vormen voor bepaalde zee- en kustgebieden van een andere lidstaat, neemt passende maatregelen om de bevoegde instantie hiervan zo spoedig mogelijk in kennis te stellen en haar te raadplegen over de te ondernemen acties. Eventueel werken de havenautoriteit en de bevoegde instantie samen bij de planning van een gezamenlijke actie.

#### HOOFDSTUK V. — Begeleidingsmaatregelen

**Art. 8.** Vertrouwelijkheid van de informatie.

De overeenkomstig dit besluit overgemaakte informatie wordt op vertrouwelijke wijze behandeld. Ze kan evenwel in het raam van de opdrachten van de havenautoriteit overgemaakt worden.

**Art. 9.** Monitoring van de tenuitvoerlegging van dit besluit en sancties.

§ 1. De ambtenaren bedoeld in artikel 2 van 27 januari 1998 houdende instelling van een politie voor de bescherming van het gewestelijk openbaar wegendomein en houdende regeling van de voorwaarden voor de uitoefening van dat ambt worden belast met de opsporing en de vaststelling van overtredingen van dit besluit.

§ 2. Overtredingen van de bij dit besluit opgelegde verplichtingen worden bestraft met de sancties bepaald bij de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg.

**Art. 10.** Evaluatie.

De havenautoriteit brengt op verzoek van de bevoegde instantie verslag uit over de stand van vordering van de uitvoering van dit besluit.

#### HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

**Art. 11.** Inwerkingtreding.

.Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 12.** De Minister van Uitrusting is belast met de uitvoering van dit besluit en met de aanwijzing van de Waalse havenautoriteit.

Namen, 1 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

#### BIJLAGE I

##### OVERZICHT VAN DE TE VERSTREKKEN INFORMATIE

- 1) Krachtens artikel 6 te verstrekken informatie - Algemene informatie.
    - a) Identificatie van het schip (naam, roepnaam, IMO-identificatienummer of MMSI-nummer).
    - b) Haven van bestemming.
    - c) Verwachte tijd van aankomst in de haven van bestemming of bij het loodsstation, zoals verlangd door de bevoegde instantie, en verwachte tijd van afvaart uit die haven.
    - d) Totaalaantal opvarenden.
  - 2) Krachtens artikel 6 te verstrekken informatie - Informatie over de lading.
    - a) Correcte technische benaming van de gevaarlijke of verontreinigende stoffen, VN-nummers waar deze bestaan, IMO-risicoklassen overeenkomstig de IMDG-, IBC- en IGC-code en in voorkomend geval de klasse van het schip die voor INF-ladingen als bedoeld in voorschrift VII/14.2 vereist is, de hoeveelheden van dergelijke stoffen en, indien zij worden vervoerd in voor vrachtvervoer bestemde laadeenheden, behalve tanks, de identificatie-nummers daarvan.
      - b) Adres waar uitgebreide informatie over de lading kan worden verkregen.
  - 3) Krachtens artikel 6 te verstrekken informatie.
    - a) Algemene informatie.
      - i) Identificatie van het schip (naam, roepnaam, IMO-identificatienummer of MMSI-nummer).
      - ii) Haven van bestemming.
      - iii) Voor een schip dat een in een lidstaat gelegen haven verlaat : verwachte tijd van afvaart uit de haven van vertrek of uit het loodsstation, zoals verlangd door de bevoegde instantie, en verwachte tijd van aankomst in de haven van bestemming.
      - iv) Voor een schip dat vanuit een buiten de Gemeenschap gelegen haven komt en naar een in een lidstaat gelegen haven vaart : verwachte tijd van aankomst in de haven van bestemming of bij het loodsstation, zoals verlangd door de bevoegde instantie.
        - v) Totaal aantal opvarenden.
      - b) Informatie over de lading.
        - i) Correcte technische benaming van de gevaarlijke of verontreinigende stoffen, VN-nummers waar deze bestaan, IMO-risicoklassen overeenkomstig de IMDG-, IBC- en IGC-code en in voorkomend geval de klasse van het schip volgens de INF-code, de hoeveelheden van dergelijke stoffen en de plaats waar zij zich aan boord bevinden, alsmede, indien zij worden vervoerd in voor vrachtvervoer bestemde transporteenheden, behalve tanks, de identificatienummers daarvan.
          - ii) Bevestiging dat aan boord een lijst, manifest of passend laadplan aanwezig is dat gedetailleerde gegevens bevat over de gevaarlijke of verontreinigende stoffen die worden vervoerd en over de plaats waar deze zich aan boord bevinden.
          - iii) Adres waar uitgebreide informatie over de lading kan worden verkregen.
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot omzetting van richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad.

Namen, 1 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

BIJLAGE II  
ELEKTRONISCHE BERICHTEN

1) Bij de transmissie, de ontvangst en de conversie van gegevens tussen de systemen via het internet wordt de XML syntax gebruikt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 2006 tot omzetting van richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad.

Namen, 1 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,  
M. DAERDEN

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

**MINISTERIE  
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

N. 2006 — 2535 [C — 2006/31312]

**1 JUNI 2006.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gemachtigd om deel te nemen aan de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de ordonnantie van 11 juli 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut die ressorteren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest; inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de ordonnantie van 8 september 1994 houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op protocol nr 2006/03 van sectorcomité XV van 3 april 2006;

Gelet op het akkoord van de minister bevoegd voor Openbaar Ambt, gegeven op 23 november 2005;

Op voorstel van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is gemachtigd om deel te nemen aan de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden.

**Art. 2.** Onderhavig besluit zal in werking treden op de dag van de inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot overdracht van de personeelsleden van het Ministerie van de Brusselse Hoofdstedelijk Gewest aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals voorzien in artikel 4, eerste lid van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 oktober 1994 tot bepaling, ten voorlopigen titel, van de juridische situatie van het aan de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegewezen personeel dat afkomstig is van de Gewestelijke Economische Raad voor Brabant.

Brussel, 1 juni 2006.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

**MINISTERE  
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2006 — 2535 [C — 2006/31312]

**1<sup>er</sup> JUNI 2006.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale autorisant le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale à participer au régime de pension organisé par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'ordonnance du 11 juillet 1991 relative au régime de pension des membres du personnel des organismes d'intérêt public dépendant de la région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 2;

Vu l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 2;

Vu le protocole n° 2006/03 du comité de secteur XV du 3 avril 2006;

Vu l'accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions donné le 23 novembre 2005;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale est autorisé à participer au régime de pension organisé par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

**Art. 2.** Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale transférant les membres du personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale tel que prévu à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 1994 fixant, à titre transitoire, la situation juridique du personnel affecté au Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale en provenance du Conseil économique régional pour le Brabant.

Bruxelles, 1<sup>er</sup> juin 2006.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

B. CEREXHE